

Publié le 24/03/2010 à 16:24 - Modifié le 24/03/2010 à 17:08 Le Point.fr

# VIDÉOPROTECTION - Que dit la loi concernant les établissements scolaires ?

Par Laurence Neuer

Mercredi, un professeur du collège Albert-Schweitzer à Créteil (Val-de-Marne) a été agressé par une élève dans l'enceinte de l'établissement. Cette agression, quelques semaines après celle d'un élève qui avait provoqué la colère des enseignants, pose de nouveau la question de la violence au sein des établissements scolaires et plus particulièrement de la nécessité d'une vidéoprotection. Question qui sera à l'ordre du jour des états généraux de la sécurité à l'école les 7 et 8 avril prochain.

Étendre la vidéosurveillance sur la voie publique est l'une des priorités de la Loppsi 2 adoptée par l'Assemblée nationale le 16 février 2010 avant son examen prochain par le Sénat. Il s'agit, de manière moins anxiogène, de "vidéoprotéger" les espaces publics vulnérables tels que les gares ou centres commerciaux. S'agissant des établissements scolaires, le préfet pourra imposer aux municipalités d'installer des caméras aux abords des écoles, lycées ou collèges, pour des "nécessités impérieuses d'intérêt public". Les caméras installées à l'intérieur des établissements scolaires ne sont pas concernées par ces nouvelles mesures, ces derniers n'étant pas, au sens de la loi, des "lieux ouverts au public".

## Aucun recensement officiel des caméras

Aucune statistique nationale n'indique le nombre de collèges et lycées équipés de caméras, chaque académie effectuant, le cas échéant, son propre recensement. Pourtant, une circulaire de 2009 laisse augurer un développement massif de la vidéoprotection. Dans le cadre de la prévention de la violence à l'école, les chefs d'établissement des 180 établissements les plus exposés ont été invités à établir un diagnostic de sécurité centré sur les mesures anti-intrusion, telles que les clôtures et la vidéosurveillance. "La vidéosurveillance existe partout, mais elle mérite d'être modernisée, avec des écrans plus grands et surtout mieux surveillés", suggère Joël Guénot qui préside l'équipe mobile académique de sécurité de Montpellier.

## Pas de caméra sans l'accord du conseil d'administration ou de la commune

Dans les EPLE (collèges et lycées publics), c'est le conseil d'administration de l'établissement qui décide de l'installation de systèmes de vidéosurveillance et de leur emplacement, avec l'accord de la collectivité territoriale de rattachement propriétaire des locaux (article R. 421-20, 7° du code de l'éducation). Par exemple, dans la région Ile-de-France, le proviseur en fait la demande auprès du conseil régional. Les

écoles primaires (maternelles et élémentaires) relèvent en revanche de la commune qui est propriétaire des locaux et en assure notamment l'équipement (article L. 212-4 du code de l'éducation). Le conseil d'école, composé du directeur de l'école, du maire, des maîtres, des représentants des parents d'élèves et du délégué départemental de l'éducation nationale est uniquement appelé à donner son avis sur la "protection et la sécurité des enfants".

#### **Vidéosurveillance de la voie publique : information du public**

Filmer les abords d'un établissement scolaire doit, dit la loi, viser à "assurer la protection des bâtiments et installations publics et de leurs abords, (...) ou la prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans les lieux particulièrement exposés à des risques d'agression et de vol" (article 10 de loi n° 95-73 du 21 janvier 1995). C'est le représentant de l'État dans le département et, à Paris, le préfet de police, qui donne son feu vert après avis d'une commission départementale présidée par un magistrat. En tout état de cause, les caméras ne peuvent permettre de visualiser l'intérieur des immeubles d'habitation ni leurs entrées. "Le public est informé de manière claire et permanente de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable". Les enregistrements réalisés doivent être détruits au plus tard au bout d'un mois.

#### **Déclaration du système de vidéosurveillance à la Cnil**

Tout système de vidéosurveillance doit être déclaré à la Cnil qui veille au respect des obligations de la loi "informatique et libertés" : information des personnes concernées (élèves et personnels), obligation d'assurer la sécurité des données collectées et traitées, durée de conservation limitée, accès aux données par les parents des élèves, etc. Selon Loppsi 2, les caméras balayant l'extérieur de l'établissement seront en revanche sous la responsabilité de la nouvelle autorité administrative, la Commission nationale de la vidéoprotection. Une répartition des tâches que la Cnil conteste. "Nous disposons déjà de contrôleurs indépendants et reconnus, pourquoi créer une nouvelle autorité administrative dont en outre la composition dépend du ministère de l'intérieur ?" s'étonne Alex Turk, son président.

# Comment fonctionne la censure sur internet

Raphaële Karayan - 24/03/2010 17:34:00

**Il n'aura pas fallu longtemps à Pekin pour filtrer les réponses du nouveau moteur de recherches proposé par Google depuis Hong Kong. Mais la Chine n'est pas le seul pays expert dans la censure du web. Tour d'horizon de l'arsenal des "ennemis d'internet"... et des façons de les contrer.**

Quelques heures après que Google a transféré les requêtes chinoises vers ses serveurs de Hong Kong, la Chine commençait déjà à filtrer l'accès à google.com.hk. Ainsi le "départ de Google", même s'il n'est pas sans conséquence, aurait fait beaucoup de bruit pour rien ? Est-il donc si simple de censurer le web ?

En 2009, une soixantaine de pays ont été concernés par une forme de censure du Web selon Reporters Sans Frontières (RSF), soit deux fois plus que l'année passée. 120 blogueurs, internautes et cyberdissidents sont actuellement derrière les barreaux pour s'être exprimés en ligne.

## Les techniques de la censure

**Le point unique d'accès au réseau.** Pour les pays qui ont établi un point unique d'accès au réseau (Turkmenistan, Cuba en parallèle d'un réseau international), géré par un opérateur télécom en situation de monopole public, la surveillance est facilitée car tout est centralisé. Si l'Etat décide de couper l'accès au réseau, c'est un peu comme si les techniciens n'avaient qu'à mettre un interrupteur en position "off". L'action est effectuée directement sur le "backbone", qui gère l'accès au Web dans tout le pays. C'est ce vers quoi s'engage la Birmanie, qui est en train de construire son propre réseau télécom, avec l'aide d'Alcatel-Lucent (voir encadré). Le Venezuela serait lui aussi bien parti pour.

**La suppression de sites.** Lorsque les Etats ont le contrôle des serveurs de noms de domaine, ils peuvent tout simplement "désenregistrer" un domaine pour rendre le contenu du site indisponible. L'autre méthode consiste à demander à l'hébergeur du site d'effacer les données de son serveur.

**Le Filtrage par IP et DNS** (adresses des ordinateurs et des serveurs). Il est réalisé à l'aide de routeurs, de pare-feu ou de proxys, paramétrés pour filtrer des adresses de machines, des noms de domaine, ou encore des numéros de port. Ce filtrage a pour effet de bloquer l'accès direct aux sites. Il est mis en place au niveau des fournisseurs d'accès, et peut être répété au niveau des entreprises, des bibliothèques... comme c'est le cas pour toutes les techniques exposées.

**Le filtrage par mot-clé.** Il peut se faire sur les mots-clés présents dans les URL (adresses des sites), ou dans les moteurs de recherche (le site n'est pas bloqué mais il est plus difficile de le trouver). Dans le cas de Google en Chine, le moteur s'était engagé à filtrer lui-même en amont les résultats de recherche sur

Google.cn. Maintenant que Google a arrêté cette autocensure, la Chine doit filtrer elle-même les résultats, mais c'est moins efficace.

**Le blocage ponctuel de sites.** La censure n'est pas forcément constante, elle peut prendre la forme d'une "liberté surveillée". Des sites habituellement accessibles peuvent alors être rendus impraticables seulement en période de troubles. Par exemple grâce à une attaque par "déni de service" (saturation d'un serveur par l'envoi de requêtes simultanées), ou en diminuant temporairement les débits, comme le font l'Iran ou la Birmanie (il devient alors très difficile de télécharger des photos ou des vidéos, voire d'envoyer des mails).

Disposer d'un seul opérateur télécom (comme en Iran) et d'un seul fournisseur d'accès facilite la censure. Quand il existe plusieurs FAI, c'est à chacun d'appliquer les filtres. Ce qui ne fonctionne pas à tous les coups. En Erythrée par exemple, deux des quatre fournisseurs d'accès ne prennent pas la peine de bloquer les sites de la diaspora, explique Lucie Morillon, du bureau nouveaux médias chez RSF.

### **Une censure qui coûte cher**

Selon RSF, c'est la Chine qui dispose du système de censure le plus sophistiqué. Elle y a mis les moyens. *"Plusieurs dizaines de millions de dollars"* selon Lucie Morillon, qui précise que *"plus on y met d'argent, plus la censure est efficace"*. Vouloir museler les internautes tout en développant une infrastructure télécom à même d'assurer un développement économique rapide a aussi un coût humain : 30.000 à 40.000 "cyberpoliciers" chinois seraient en charge d'appliquer la censure. Leur rôle: surveiller, repérer, actualiser le filtrage... C'est que la Chine est le premier pays en nombre d'internautes, et à ce titre c'est la Chine qui emploie le plus de cyberflics. Mais le métier est porteur également en Iran ou en Russie.

### **Les "Ennemis d'Internet" en 2010**

La liste des ennemis d'Internet établie par Reporters sans frontières réunit cette année l'Arabie saoudite, la Birmanie, la Chine, la Corée du Nord, Cuba, l'Egypte, l'Iran, l'Ouzbékistan, la Syrie, la Tunisie, le Turkménistan, le Viêt-Nam.

D'autres pays n'ont pas les moyens de leurs ambitions censoriales. Certains, comme la Syrie, hésitent par conséquent à développer leurs infrastructures, de peur de ne pouvoir les contrôler. Quand la censure est techniquement ou financièrement impossible, deux méthodes : empêcher les internautes de surfer (avec des tarifs inabordables comme à Cuba, une infrastructure obsolète rendant les connexions difficiles...), ou encourager l'autocensure grâce à l'intimidation (arrestations au Viet-Nam, contrôle d'identité à l'entrée des cybercafés au Bélarus...).

Ne pas censurer à tout crin n'a pas qu'un avantage financier pour les Etats autoritaires ou totalitaires. Cela permet aussi d'identifier les dissidents qu'il faut arrêter, comme le fait l'Egypte sur Facebook, par exemple.

## INDE • Conseil de saris

**A Neemkheda, petit hameau de l'Etat d'Haryana, le pouvoir n'est pas réservé aux hommes : la présidente du conseil du village est une femme, ainsi que tous ses membres. Illettrées mais acharnées, elles remportent des victoires, rapporte Tehelka.**

09.03.2010 | Neha Dixit | Thelka

La maison qui abrite les bureaux du Panchayat [conseil du village] de Neemkheda est située au cœur du village, dans le district de Mewat, Etat de l'Haryana (nord de l'Inde). Avec son jardin potager, ses canards et ses chiens, elle offre une image idyllique de la vie domestique. Pourtant, le mur est orné de symboles machistes : quatre fusils, huit cartouchières et une peau de daim. Ashubi Khan, 47 ans, la présidente du Panchayat, et les neuf membres arrivent à une minute d'intervalle les unes des autres. Elles se serrent la main et pouffent comme des adolescentes excitées. Quand nous nous présentons à Ashubi, elle tient notre carte de visite à l'envers. Même le policier rencontré sur le chemin a l'air sceptique : "Un Panchayat entièrement composé de femmes ? Impossible, pas ici." Un membre du conseil du village de 60 ans, Sakina, remarque notre embarras. "Nous sommes toutes analphabètes", dit-elle en souriant. "Nous avons mémorisé les tâches du conseil et nos enfants lisent et écrivent pour nous lorsque c'est nécessaire."

Selon le 73e amendement de la Constitution, voté en 1992, tous les Etats doivent réserver aux femmes un tiers des sièges du Panchayat, [constitué de membres directement élus parmi et par les villageois]. En 2005, Ashubi, membre de la plus grande famille du village, a été élue présidente. La vraie révolution, dans cette société rurale traditionnelle, n'est pas tant l'élection d'Ashubi que ce qui s'est passé le jour du scrutin. "On m'a demandé de choisir les membres, raconte l'intéressée, et j'ai dit que je ne pouvais travailler qu'avec des femmes." Les hommes ont protesté, mais Ashubi a usé de son influence pour s'assurer le soutien nécessaire. Une femme de chacune des neuf circonscriptions du village a été élue et c'est ainsi qu'un conseil entièrement féminin a vu le jour.

Outre leur analphabétisme, leur appartenance au sexe féminin a été largement utilisée contre elles. "Les hommes se moquaient de nous en disant que le rôle des femmes était de danser au sein de leur foyer", rapporte Salma, 56 ans. "On leur a demandé pourquoi, dans ce cas, on devait travailler dans les champs, aller chercher l'eau, le bois."

Tous les membres du conseil ont plus de 40 ans. Selon elles, l'âge les aide à se passer d'un bagage inutile. "En devenant membre du Panchayat, on apprend beaucoup", souligne Mohammedi, 54 ans. "Auparavant, je ne savais pas que les membres du conseil du village intervenaient pour des choses aussi simples que l'eau." Le plus grand exploit des femmes du Panchayat est d'avoir fait raccorder le village au canal d'Ujina, qui relie New Delhi à l'Etat du Rajasthan, même si la conduite n'est toujours pas posée. Ici,

l'eau manque et il n'y a pas de réseau d'irrigation : la survie du village dépend des pluies. Les femmes du conseil ont réussi à convaincre le département d'irrigation d'ouvrir les vannes. Elles espèrent voir prochainement l'eau courante dans le village. Une révolution pour Asini, 79 ans, qui a vu pendant cinquante ans les femmes aller chercher de l'eau deux fois par jour à un étang situé à deux kilomètres du village. Le Panchayat a fait preuve d'une plus grande autorité encore en exigeant un collège de filles. Après l'ouverture de l'établissement, le nombre d'élèves est passé de 97 à 800. Parmi les autres réalisations à mettre à l'actif du conseil, on peut citer un centre de soins de santé primaires, une route pavée, une réglementation des magasins subventionnés par l'Etat qui vendent des denrées de base à très bas prix, et la construction de 72 W.-C. Sans parler du programme d'alphabétisation des adultes, lui aussi une belle victoire. "Quand vous viendrez, l'an prochain, nous serons peut-être capables de lire ce que vous aurez écrit sur nous", nous prévient Ashuba.

#### **Hommes/femmes : proportion**

Le district de Mewat a l'une des proportions de femmes les plus faibles du pays : 893 pour 1 000 hommes contre une moyenne nationale de 927 pour 1 000. La population masculine en Inde est supérieure à la population de sexe féminin, la cause principale étant l'élimination des filles avant la naissance : des couples indiens - principalement urbains et appartenant à la classe moyenne - ont recours à l'échographie et à l'avortement pour sélectionner les naissances au profit des garçons, afin d'éviter de payer la dot des filles, très coûteuse, et afin de perpétuer le nom de la famille grâce à la descendance masculine. Cette pratique abusive produit des situations de célibat forcé pour certains hommes et donne lieu à des trafics de filles à marier étrangères. L'ancienne pratique de la polyandrie tend à renaître dans certains endroits, même si le phénomène n'est pas significatif.

## ÉTATS-UNIS • Des professeurs bien armés

Dans la tranquille bourgade texane de Harrold, les enseignants sont désormais autorisés à porter une arme. Cette mesure, première du genre, suscite un vif débat, rapporte le New York Times.

05.09.2008 | James C. McKinley Jr | The New York Times

Harrold (Texas)

Les élèves de cette toute petite ville de silos à grain et de maisons rustiques ont passé leurs premiers jours de rentrée à jouer aux devinettes : qui, parmi leurs professeurs, porte une arme cachée sous ses vêtements ?

"On a bien rigolé, raconte Eric Howard, un lycéen de 16 ans. Tout le monde se connaît ici, on finira bien par savoir."

La commission scolaire de ce village rural défavorisé du nord du Texas s'est fait connaître dans tout le pays en décidant d'autoriser certains enseignants à porter une arme dissimulée, une initiative jamais vue dans un établissement scolaire aux Etats-Unis. L'objectif serait d'éviter un massacre comme celui du lycée de Columbine, dans le Colorado, en 1999.

"Nos concitoyens ne veulent tout simplement pas que leurs enfants soient des cibles faciles", explique David Thweatt, le directeur des écoles, fer de lance de cette initiative. "A la campagne, les gens se prennent en main : ils ne sont pas dans l'illusion que la police est là pour les protéger."

Même au Texas, un Etat connu pour l'indulgence de sa législation sur les armes et la tendance qu'on y a à se faire justice soi-même, la perspective de voir des professeurs armés en classe fait peur à certains et suscite un vif débat.

Les partisans de la réglementation de la détention d'armes sont au désespoir, tandis que leurs adversaires se frottent les mains. Les dirigeants des principaux syndicats d'enseignants du Texas ont exprimé leur indignation et leur stupéfaction, mais l'initiative a reçu le soutien du gouverneur conservateur Rick Perry.

Pour la commission scolaire, des enseignants portant des armes dissimulées sont de meilleurs garants de la sécurité que des gardiens de la paix armés : l'attaquant potentiel ne saura pas sur qui tirer en premier. Les professeurs ont été formés par un consultant en sécurité privée et utiliseront des munitions conçues pour ne pas ricocher, précise David Thweatt.

Harrold, à environ 290 kilomètres au nord-ouest de Dallas, n'a rien à voir avec les quartiers tentaculaires des grandes villes texanes, où les gangs font régner la violence et où les écoles sont dotées de leurs propres forces de police. Seule une petite centaine d'élèves, tous âges confondus, suivent les cours donnés dans deux bâtiments en briques vieux de plus de soixante ans. La ville compte une bonne vingtaine d'enseignants, quelques bus scolaires et un terrain de football au milieu des champs.

Mais cette bourgade ne vit pas isolée du monde dans un calme idyllique, assurent les défenseurs de l'initiative. Une route à quatre voies la traverse, y conduisant du même coup une humanité grouillante et parfois criminelle, estiment-ils. Récemment, la police a fait fermer un laboratoire de fabrication de drogues installé dans une maison délabrée non loin de l'école.

"Je n'ai rien d'un paranoïaque, insiste David Thweatt. Mais j'aime penser que je suis paré pour faire face à tout." Certains habitants et parents d'élèves trouvent que le directeur des écoles exagère le danger. Ils sont nombreux à affirmer ne fermer que rarement leur porte à clé, et beaucoup moins à redouter un accès de folie meurtrière dans une école de la part d'un vagabond armé. Les habitants de longue date sont bien en peine de se souvenir d'un seul incident violent à Harrold.

On craint également que l'introduction d'armes dans les salles de classe ne crée plus de problèmes qu'elle n'en résoudra. Un enseignant ayant une prise de bec avec un élève pourrait se faire prendre son arme, ou un coup pourrait partir accidentellement, redoutent certains.

La plupart des détracteurs de la mesure mettent en doute la capacité des enseignants, même s'ils ont reçu une formation spécifique, à désarmer un assaillant aussi bien qu'un agent de police. "Nous sommes formés pour enseigner et éduquer, rappelle Zeph Capo, responsable juridique de l'Association des enseignants de Houston. Pas pour mater tout le Far West."

La législation texane interdit les armes dans les établissements scolaires, mais le corps législatif a créé une exception qui permet aux commissions scolaires d'autoriser les personnes possédant un permis de port d'arme dissimulée à y apporter leur arme à feu. Aucune autorité locale n'avait exploité cette exception avant la commission scolaire de Harrold.



## ÉTATS-UNIS • Et si on armait les étudiants ?

Face à la multiplication des tueries dans les universités, plusieurs Etats envisagent de se doter de lois permettant aux étudiants de circuler armés sur les campus. Une façon de mieux se protéger en cas de fusillade.

13.03.2008 | Randal C. Archibold | The New York Times

Horriifiée par les récentes fusillades sur les campus, une sénatrice de l'Arizona a trouvé le moyen d'y remédier : armer les étudiants. Karen S. Johnson a récemment déposé un projet de loi devant le Sénat de l'Arizona afin de permettre aux personnes titulaires d'un permis de port d'armes de venir armées à l'université. Selon Mme Johnson, le récent carnage de la Northern Illinois University [qui a fait 5 morts et 15 blessés le 14 février dernier] aurait pu être évité ou du moins limité si un étudiant ou un professeur avait réussi à neutraliser le tireur. Selon Mme Johnson la police met toujours trop de temps à intervenir, et elle est persuadée que les personnes menacées sont les mieux à même de réagir efficacement. Au départ, la sénatrice souhaitait que son projet de loi concerne tous les établissements, de la maternelle à l'université. Mais ses collègues l'ont convaincue qu'il avait de meilleures chances de passer s'il se limitait à l'enseignement supérieur.

Depuis la tuerie de l'université Virginia Tech, en avril 2007, plusieurs Etats envisagent de se doter d'une législation similaire, au grand dam des adversaires des armes à feu. Selon la Brady Campaign to Prevent Gun Violence, une association de Washington qui fait campagne contre les armes à feu, une quinzaine d'Etats dont l'Alabama, l'Indiana, le Kentucky, le Michigan et la Virginie étudieraient des projets de lois autorisant le port d'armes – sous certaines conditions – dans les écoles ou sur les campus. Mais, pour l'association, la proposition de loi de l'Arizona est la plus dangereuse car les étudiants comme les enseignants auraient le droit de porter des armes.

L'Utah est aujourd'hui le seul Etat dont la loi autorise explicitement les personnes titulaires d'un permis de port d'armes à circuler avec une arme à feu sur les campus. Les détracteurs de ces lois pointent les effets pervers. Ils expliquent, par exemple, qu'il pourrait être difficile pour la police de distinguer un forcené au milieu d'une foule d'étudiants armés. Ils avancent également qu'il serait plus facile pour des étudiants de réagir avec excès à une mauvaise note ou un chagrin d'amour, le genre de frustrations qui abondent sur les campus. En Arizona, les partisans du projet de loi reconnaissent que cette proposition risque d'être âprement débattue, même dans cet Etat dont le Parlement est à majorité républicaine. Et si la proposition de Mme Johnson venait à être ratifiée par les deux chambres, il ne serait pas facile pour autant de convaincre la gouverneure démocrate de l'Arizona, Janet Napolitano, de ratifier la loi. Mme Napolitano a déjà opposé son veto, il y a quelques années, à un projet de loi proposant de lever l'interdiction de porter des armes à feu dans les bars et les restaurants de l'Etat. Envers et contre tout, Mme Johnson reste convaincue du bien-fondé de sa proposition. *"Nous ne vivons pas au Far West, comme beaucoup de gens le croient. C'est juste que les gens d'ici ont des idées plus arrêtées sur la meilleure façon d'assurer leur sécurité."*



## Facebook plus fort que Tsahal

11.03.2010 |

Selon la radio de l'armée israélienne, Tsahal a annulé une opération en territoire palestinien après une fuite sur Facebook, écrit *Ha'Aretz*. Un soldat avait indiqué sur le réseau social des détails concernant une opération de "nettoyage" en Cisjordanie. *"Mercredi, nous nettoyons Katana et, jeudi, si Dieu le veut, nous serons de retour à la maison"*, avait-il écrit, faisant référence à un village situé près de Ramallah. Outre le lieu et le jour de l'opération, le soldat avait divulgué le nom de l'unité de combat, précise le quotidien israélien. Le raid a finalement eu lieu quelques jours plus tard, avec succès. Le soldat, qui avait mis à jour sa page Facebook en utilisant son téléphone cellulaire, a été condamné à dix jours de prison et expulsé de son unité.

A la suite de l'incident, rapporte le *Jerusalem Post*, l'unité de protection de l'information de l'armée israélienne a publié une lettre dans laquelle elle avertit du danger de la publication d'informations militaires sensibles sur le célèbre réseau social, écrit Yaakov Katz dans le quotidien hébreu. *"Le renseignement ennemi scanne Internet à la recherche d'éléments d'information sur Tsahal. Des informations peuvent saboter les opérations et mettre nos forces en danger"*, précise le document.

Après un certain nombre d'incidents récents, comme l'affichage sur Facebook de photos contenant des informations militaires sensibles, l'unité de protection de l'information a lancé une vaste campagne de relations publiques. Le but : éduquer les soldats sur les risques inhérents à la divulgation d'indications sur la Toile.

En avril 2008, poursuit Yaakov Katz dans le quotidien hébreu, un soldat de l'unité 8200 du renseignement militaire, chargée de la détection de données électroniques et du décryptage de codes, a été condamné à dix-neuf jours de prison pour l'envoi d'une photo sur Facebook contenant des informations militaires sensibles.

Le lieutenant Eyal, commandant adjoint de l'unité de protection de l'information, a déclaré que des dizaines de milliers de soldats et officiers se trouvent sur Facebook et d'autres réseaux. En 2009, l'armée israélienne est intervenue et a ordonné aux soldats de supprimer un certain nombre d'éléments postés. *"Les soldats doivent utiliser ces sites intelligemment"*, affirme Eyal. Et d'ajouter que l'unité de protection de l'information envisageait d'instituer un règlement militaire officiel pour clarifier le type d'informations que les soldats sont autorisés à révéler.

L'Iran, le Hezbollah et le Hamas, ajoute-t-il, traquent les soldats de Tsahal sur Facebook. *"Nous observons davantage d'activité online chez nos ennemis, explique-t-il. Il suffit d'avoir accès à Internet, d'introduire quelques mots clés et de commencer à recueillir des informations."*



## Génération Y : ses atouts pour affronter la crise

Par Emmanuel Vaillant, publié le 16/03/2010

Ils sont moins riches mais plus diplômés que leurs aînés, moins indépendants mais plus autonomes, moins collectifs mais plus interconnectés, moins engagés mais plus en quête de sens... Portrait de cette génération qui arrive aujourd'hui sur le marché de l'emploi.

Difficultés d'insertion, stages à rallonge, précarisation accrue, salaires au rabais, peur du déclassement social... N'en jetez plus ! Les jeunes qui arrivent aujourd'hui sur le marché de l'emploi sont en première ligne des bouleversements économiques et sociaux. Le constat est connu. Cependant, si le contexte est particulièrement difficile, cette fameuse "génération Y", qui a vu le jour entre la fin des années 1970 et le milieu des années 1990, a aussi bien des atouts à faire valoir. Décryptage.

### Diplômée et expérimentée

La massification de l'enseignement supérieur est passée par là. Jamais une génération n'a été aussi diplômée et expérimentée que celle qui arrive aujourd'hui aux portes des entreprises. Et contre l'avis des "déclinologues" de l'école, le diplôme reste la meilleure arme anti-chômage. "Même si tous les diplômes ne mettent pas à l'abri des difficultés que rencontrent les jeunes sur le marché de l'emploi, ils apportent un avantage relatif de plus en plus important", souligne le sociologue Olivier Galland. "Dans le contexte actuel de précarisation, l'avantage d'être formé s'est plutôt accru au fil du temps", rappelle à son tour Eric Maurin, auteur de la Peur du déclassement (1). De plus, si cette "génération stagiaire" peut légitimement s'estimer précarisée, jamais ses CV n'ont été aussi fournis. "Les jeunes diplômés ont une connaissance de l'entreprise inégalée par les générations précédentes", constate Jean-Marc Le Gall, consultant en stratégies sociales.

### Désireuse d'autonomie

Des études plus longues, une insertion sur le marché du travail plus chaotique... "Avec un marché du travail incertain et des politiques publiques qui les maintiennent sous tutelle familiale via des aides liées aux revenus des parents, note la sociologue Cécile Van de Velde, les jeunes ont une aspiration à l'indépendance qui n'est absolument pas comblée." Dans ces conditions, l'écart se creuse entre ceux qui peuvent être aidés par leur famille et les autres. "Or la relation de dépendance est souvent vécue de façon contrainte par des jeunes qui revendiquent de plus en plus leur autonomie", poursuit la sociologue. Une autonomie assumée qui se révèle un atout dans le monde de l'entreprise.

### Adepte du collaboratif

Car dans leurs amitiés comme dans leurs activités extrascolaires, grâce à l'ordinateur comme au téléphone portable, par la musique comme par les vêtements, les jeunes de la génération Y disposent de modes de communication et de signes identitaires forts qui leur permettent de se construire un style et une vie qui dépendent de moins en moins des adultes. Internet n'y est pas pour rien.

Elevés au numérique, à l'aise dans le multitâches, les "digitale natives" remettent en cause les hiérarchies établies. "Les jeunes ont moins tendance que leurs aînés à considérer la hiérarchie comme l'alpha et l'oméga des rapports humains, estime Julien Pouget, consultant en ressources humaines et animateur du blog [lagenerationy .com](http://lagenerationy.com). Ils pensent, travaillent et interagissent sur un mode plus collaboratif, sur une approche horizontale des rapports sociaux."

### **Avide de sens**

La Génération Y, "why" à l'anglosaxonne, c'est la génération "pourquoi". Tandis que les figures d'autorité sont chahutées, en politique comme à l'école, face aux médias comme dans l'entreprise, les jeunes revendiquent un droit à la parole. "L'arrivée de cette génération remet en question la posture habituelle de surplomb du management traditionnel, indique Jean-Marc Le Gall. Il ne suffit plus d'avoir le statut et les attributs du chef, il faut le prouver par ses compétences, il faut expliquer ses décisions et partager l'information." Une petite révolution pour les managers : ils croyaient voir arriver des individualistes, ils découvrent des partageurs... Ces pratiques vont de pair avec de nouvelles manières d'échanger et d'être ensemble, mais aussi de passer d'un univers à l'autre, prenant ce qu'il y a à prendre, tout de suite, déroutant ses aînés, managers et parents, par un zapping incessant.

### **Moins enchantée mais plus réaliste**

Génération zapping, génération désabusée. Ces étiquettes ne datent pas d'hier. Elles s'appuient sur une autre tendance bien connue : les jeunes se méfient des institutions et désertent les partis politiques, préfèrent les coordinations, les mouvements éphémères, ciblés sur des actions concrètes. Des types d'engagement qui peuvent faire sourire... Mais c'est oublier que les jeunes "Y" s'inscrivent dans un nouveau rapport au travail, une envie pour nombre d'entre eux de concilier emploi et réalisation de soi.

"Les enquêtes européennes montrent que les jeunes Français ont un rapport au travail plus particulièrement affectif, qu'ils sont soucieux de s'investir dans un métier et d'y trouver du sens", observe Cécile Van de Velde. Quitte à travailler, autant s'y épanouir... Rien de révolutionnaire sans doute. Juste un désir raisonné de trouver sa place dans la société, de réussir sa vie sur tous les registres, personnels et professionnels. Une génération moins enchantée et plus réaliste, voilà peut-être ce qui trouble les parents qui, eux, ont du mal à vieillir et voudraient garder leurs rêves d'enfants.

(1) La Peur du déclassement, une sociologie des récessions, Seuil, 2009

## FRANCE • La burqa et la République

**En lançant le débat sur le voile intégral, Nicolas Sarkozy risque de stigmatiser une nouvelle fois les musulmans de France, alors que la loi de 2004 sur le port du voile à l'école n'a jamais sérieusement été évaluée.**

24.06.2009 | Lluís Uría | La Vanguardia

Les Français sont aussi volontiers donneurs de leçons que peu enclins à accepter les observations des autres. Surtout si ces remarques sont prononcées avec un accent anglo-saxon. Dans son discours du Caire, Barack Obama a ainsi fustigé la volonté occidentale de dicter aux femmes la façon dont elles doivent se vêtir ; ces propos ont été reçus avec une froideur éloquente dans la patrie de la laïcité et de l'égalitarisme à outrance, où le voile [hijab] est interdit dans les écoles publiques depuis 2004, au même titre que tout signe religieux ostentatoire. Loin de se demander si l'interdiction du port du voile dans l'enseignement public a atteint l'objectif recherché, une soixantaine de députés de tous bords veulent aller encore plus loin : ils proposent qu'une commission étudie le port de la burqa [vêtement qui couvre entièrement le corps] et du niqab [voile couvrant le visage, sauf les yeux].

On conçoit fort bien l'inquiétude des parlementaires français face à un phénomène qui trahit la vénérable expansion de l'extrémisme religieux et de l'intolérance dans les banlieues. Et comment ne pas comprendre, a fortiori, qu'ils rejettent une coutume rétrograde et discriminatoire ? Et pourtant !\* Aucun argument, si irréfutable paraisse-t-il, ne saurait se soustraire à la contradiction. Pas même ceux des gardiens de l'esprit républicain. La réglementation de l'habillement des citoyens n'est-elle pas une ingérence intolérable dans la sphère privée, dans la liberté individuelle ? N'est-ce pas aussi une atteinte à la liberté religieuse ? Comme savoir si une femme porte la burqa ou le niqab sur ordre de son mari ou par conviction personnelle ? Est-il du ressort de l'Etat de décider si un tel comportement est le fruit du libre arbitre ou s'il résulte d'une oppression ? Et dans l'affirmative, est-ce à la République d'arracher quiconque à sa vision archaïque de la vie ? Et s'il s'agissait plutôt d'un problème d'ignorance ou d'illettrisme ? Ou alors d'une option idéologique [de la part des femmes] ? L'extrémisme ne peut-il être que masculin ? La burqa et le niqab constituent la manifestation extrême d'une conception qui place la femme dans un rapport de soumission par rapport à l'homme. Mais ne peut-on pas en dire autant du voile, sa forme adoucie ? Ces deux options vestimentaires ne sont-elles pas aussi un facteur d'identification à l'islam ? Faudrait-il également interdire le voile dans la rue comme on l'a fait à l'école ? Et si c'était le cas, doit-on se limiter au voile des musulmanes ou y inclure le foulard que portent les catholiques intégristes ? Et que dire alors du vêtement des juifs orthodoxes ? Va-t-on interdire les chapeaux à large bord, les habits noirs, les kippas et les papillotes ? Et pourquoi pas, tant qu'on y est, l'iroquoise des punks ? Les strings ?...

L'interdiction en elle-même ne présente-t-elle pas le risque de susciter, par un effet boomerang, un mouvement revendicatif, identitaire, dans une partie de la communauté musulmane chez qui ces vêtements seraient devenus un symbole de résistance ? Ne le sont-ils pas déjà ? Hanane est une jeune Française au teint basané, d'origine marocaine. Moderne et ouverte, elle est modérément attachée aux coutumes des siens, bien que comme tant d'autres musulmans de France – près de 5 millions – elle fasse le ramadan. Hanane s'habille comme n'importe quelle autre jeune femme de son âge et elle n'a jamais porté le voile. Sa mère non plus ne l'a jamais porté, alors qu'on pourrait supposer chez cette dernière une vision plus conservatrice. Puis il y a environ trois ans, Hanane a décidé de le porter. Pourquoi ? Elle n'a jamais donné d'explication, mais la raison qui vient à l'esprit ne laisse pas d'être inquiétante. Ne serait-ce pas une réaction de défense après l'interdiction du voile dans les écoles ? Combien de voiles aperçus aujourd'hui dans les rues sont-ils un résultat indirect de la décision adoptée en 2004 ?

Pour éradiquer le symbole d'une communauté au nom de l'égalité, il faut être tout à fait sûr que cette égalité n'est pas qu'une chimère inscrite en lettres d'or dans la Constitution. Sans quoi elle risque d'être vécue comme une agression. Il faudrait se demander, comme le font déjà certains politiques et analystes, jusqu'à quel point le repli identitaire auquel on assiste aujourd'hui dans les banlieues, la montée de l'islamisme, et même l'explosion de colère de 2005, ne signifient pas qu'une partie de la population française a cessé de croire en la République et en ses promesses non tenues.

Aujourd'hui, le voile n'a plus droit de cité dans les écoles publiques. Mais l'interdiction est loin d'avoir mis fin à cette pratique. Les plus traditionalistes, les intégristes, ont retiré leurs filles de l'école publique. Certaines étudient chez elles via l'enseignement à distance, d'autres sont inscrites dans des établissements privés, soit islamiques, soit catholiques – oui, vous avez bien lu –, où le port du voile n'est pas interdit. Qui va désormais enseigner à ces jeunes filles ces chères valeurs laïques ? Qui va les instruire dans les principes républicains ? Qui va leur apprendre que la burqa et le niqab sont des vêtements exécrables qui les nient en tant qu'individus ?

\* En français dans le texte.



## FRANCE • Le voile intégral occulte le vrai problème

Dans son rapport rendu le 26 janvier, la mission d'information sur le port du voile intégral préconise son interdiction dans les services et les transports publics. Le quotidien allemand Süddeutsche Zeitung doute que cela suffise à calmer un débat dont les enjeux vont bien au-delà.

27.01.2010 | Stefan Ulrich | Süddeutsche Zeitung

Un spectre rôde. Il porte le nom de burqa. Certes, les Français ne peuvent que l'entrevoir car seule une infime minorité des musulmanes du pays porte le voile intégral, mais il fait quand même peur. D'une part, le spectacle de ces femmes voilées met mal à l'aise dans des sociétés qui reposent sur le principe qu'un citoyen libre montre son visage. D'autre part, le voile intégral est interprété comme une déclaration de guerre des islamistes. La compassion des Français pour les femmes qui portent une burqa joue aussi un rôle dans le débat. Et toutes ces raisons font que deux tiers d'entre eux se disent, selon les sondages, favorables à l'interdiction du voile intégral et qu'une mission parlementaire présente des propositions pour lutter contre ce spectre.

Est-ce donner trop d'importance à un phénomène éphémère ? En fait la burqa n'est qu'un élément d'un conflit beaucoup plus vaste : la laïcité de la société française se voit menacée par un nombre croissant de musulmans très croyants, voire radicaux. Tantôt ce sont les filles qui refusent de participer aux cours de sport, tantôt ce sont les parents qui rejettent les cours de biologie qu'ils trouvent contraires à l'islam, tantôt ce sont les maris qui exigent que leur épouse soit traitée par un médecin femme à l'hôpital.

Interdire la burqa, c'est s'attaquer à un symptôme plutôt accessoire. Mieux vaudrait répondre à la question fondamentale de savoir dans quelle mesure on a le droit de vivre selon ses traditions et ses règles religieuses. Au cours des siècles précédents, c'est au christianisme que les sociétés occidentales se confrontaient. Aujourd'hui, c'est de plus en plus l'islam qui prend le relais. L'affaire de la burqa n'est que le coup d'envoi d'un conflit qui promet d'être long.



## Les loups et l'agneau

16.02.2010 | The Straits Times

**Ami Angell a œuvré à la réhabilitation des terroristes dans le plus grand camp de détention irakien. Elle a travaillé avec des imams mais aussi avec des pinceaux, comme l'explique The Straits Times.**

Ami M. Angell n'est pas fan des chemisiers moulants et des talons hauts, et ça tombe bien : elle n'a pas vraiment eu l'occasion de se faire une beauté pendant les quatre années qu'elle a passées en Irak. Au Camp Bucca, le plus grand centre de détention de terroristes du pays où elle travaillait, c'était plutôt chemisiers à manches longues de couleur terne et pantalons kaki qui couvraient même ses tennnis. Quand elle se rendait dans le port voisin d'Umm Qasr, cette Américaine de 34 ans, grande et bronzée, se cachait des pieds à la tête derrière une burqa pour respecter les règles du pays et assurer sa propre sécurité.

De juin 2007 à septembre 2009, elle a dirigé le programme de rééducation des détenus. Cent cinquante Irakiens travaillaient sous ses ordres.

Ce programme était né d'une constatation simple : une fois qu'ils avaient reçu l'uniforme du camp, des chaussettes, une couverture et un Coran, les détenus étaient livrés à eux-mêmes. Comme ils avaient beaucoup de temps libre, certains en profitaient pour propager la bonne parole d'un islam radical et convertir des détenus modérés. *"Quand nous avons proposé un programme de rééducation pour remédier à ce problème, raconte-t-elle, l'armée américaine s'y est farouchement opposée. Ils ne comprenaient pas pourquoi nous voulions dépenser de l'argent pour les rééduquer alors qu'un jour nous allions quitter le pays."*

Mais le programme de rééducation a fini par obtenir le soutien des militaires. Pour enseigner le Coran, Ami a fait appel à des imams réputés. *"Cela a créé une soif de connaissance, dit-elle. Beaucoup de détenus étaient peu instruits, ceux qui ont bénéficié de la formation ont été choqués d'apprendre que ce qu'ils croyaient être l'islam était entaché d'erreurs. Ils n'avaient jamais remis en question ce qu'on leur avait dit et ne comprenaient même pas pourquoi il fallait se laver les mains et les pieds avant la prière, ni même pourquoi ils priaient."*

Les réactions positives suscitées par cette formation ont conduit à la mise en place d'un programme d'art-thérapie. Des détenus habitués à brandir des armes ont pu apprendre pendant un mois, à raison de dix-huit heures par semaine, à se servir de pinceaux et de tubes de peinture. Ils discutaient de la violence et de l'avenir de l'Irak, avant d'exprimer leurs sentiments à travers la peinture. Ces séances se déroulaient sous la conduite d'un psychiatre et d'un enseignant surnommé Picasso, ancien membre d'Al-Qaïda et ancien détenu de Camp Bucca. *"L'art est devenu un moyen d'exprimer leurs peurs, leurs frustrations et leur colère, poursuit Ami. Il est devenu leur voix."* Certaines œuvres dépeignaient l'espoir, la renaissance de l'Irak et la coopération entre l'Irak et les Etats-Unis ; d'autres montraient des cadavres et des gens à

qui l'on avait arraché les yeux. Ami sait bien que l'efficacité de l'art-thérapie n'a pas encore été démontrée. Et elle admet volontiers que son programme n'a eu aucun effet sur certains extrémistes, qui ont continué à l'appeler *"la putain"* ou *"l'infidèle"* et à la menacer violemment.

En Irak, Amy travaillait sept jours par semaine et jusqu'à quatorze heures par jour. Pour se détendre, elle allait courir et elle s'est mise à la boxe. *"Vous ne pouvez pas toujours penser à la violence, sinon vous vous laissez prendre par elle"*, remarque-t-elle. Aujourd'hui, Amy coécrit un livre, qui paraîtra en avril, sur les succès et les échecs de la rééducation d'extrémistes en Irak. Elle retournera prochainement sur place pour compléter ses recherches. Elle est restée en contact avec des Irakiens, qui la tiennent au courant de l'évolution de la situation. Parfois, les nouvelles sont mauvaises : deux religieux avec qui elle a travaillé ont été abattus pour s'être trouvés *"au mauvais endroit au mauvais moment"*.

Quand on lui demande si elle a l'intention de retourner en Irak pour un long séjour, elle répond : *"Après quarante-quatre mois, j'ai décidé que j'avais besoin de faire une pause. Mais, en même temps, je me sens coupable d'avoir quitté le peuple en lequel je croyais."* Et d'ajouter : *"Les Irakiens, eux, ils sont toujours là-bas, ils n'ont pas le choix."*

### **Repères**

*Le centre Prince Mohammed Bin Nayef, situé dans les faubourgs de Riyad, la capitale saoudienne, est une institution hors du commun. Son objectif : la réhabilitation des anciens terroristes en vue de leur réintégration dans la société civile. Une approche thérapeutique douce dans un havre de paix où l'on pratique la méditation, la "normalisation" religieuse, la peinture et... les jeux vidéos. Le potentiel des médias interactifs à des fins de conditionnement a fait l'objet de nombreuses études publiées, dont les conclusions sont sans appel : rien de plus logique que d'utiliser des jeux comme moyens de (dé)programmation pour rééduquer des terroristes formés à l'aide de techniques de fanatisation et de conditionnement mental très sophistiquées. Le gouvernement saoudien se dit très satisfait des résultats, mettant en avant un taux de récidive inférieur à 10 %.*

## INDE • L'indépendance de Madame inquiète Monsieur

L'engagement professionnel des femmes et leur prise de distance vis-à-vis des traditions provoquent un malaise. Les hommes ont du mal à accepter la situation et n'hésitent plus à consulter des spécialistes du couple.

17.12.2009 | Pallavi Polanki | [Open](#)

En ce samedi soir, trois jeunes femmes sont attablées dans un bar branché de Khan Market à New Delhi. Leurs éclats de rire, les deux bouteilles de bière, le verre de vodka et le paquet de cigarettes qui trônent sur leur table ne manquent pas d'attirer l'attention de la gent masculine. L'une d'entre elles, R., avocate, vient tout juste de rompre ses fiançailles. *"Je ne veux pas que tu travailles après notre mariage"*, lui a déclaré son ex-futur époux, avant de lui asséner : *"Sinon, comment saurais-je avec qui tu couches ?"* R. n'est pas la seule à rencontrer des hommes de plus en plus perturbés par une société indienne en pleine mutation. Les opportunités professionnelles et financières qui s'offrent aux femmes indiennes du xxie siècle bouleversent les mentalités comme jamais auparavant. Face à cette progression de l'égalité des sexes, l'homme se sent menacé.

Entre les non-dits, les angoisses personnelles et leur sentiment d'insécurité, certains hommes se prennent soudain à renouer avec une approche patriarcale en totale opposition avec leur caractère et leur mode de vie. Alors que la plupart des hommes encouragent leur épouse à travailler et à être indépendante, bon nombre craignent également les possibles conséquences d'une telle liberté, ce qui jette le trouble dans les relations. *"Quand j'ai ouvert mon cabinet, il y a environ vingt-cinq ans, les hommes auraient préféré se pendre plutôt que de mettre les pieds dans mon bureau. Aujourd'hui, dans au moins trois ou quatre cas sur dix, c'est le mari qui est à l'origine de la prise de rendez-vous"*, explique Vijay Nagaswami, premier conseiller conjugal et psychiatre de la ville de Madras. Les maris et les petits amis évoquent des sentiments de jalousie, se plaignent d'un manque de communication avec leur femme ou leur compagne, et décrivent des partenaires exigeantes, qui refusent de s'engager. Ces sentiments sont souvent à l'origine de réactions extrêmes et violentes. Car, en définitive, il s'agit d'une profonde remise en question de la domination masculine.

Mais retournons à nos jeunes femmes du bar de Khan Market pour écouter leur version des faits. Une amie de R., journaliste – que nous appellerons K. –, vit un véritable enfer. Après avoir fréquenté pendant quatre ans son petit ami et collègue journaliste, elle a finalement décidé de l'épouser. Ce n'est toutefois qu'après leur mariage que son mari lui a lancé au visage : *"Pourquoi passes-tu tant de temps à discuter avec tes collègues masculins ?"* Face à ses angoisses, K. a finalement décidé qu'il valait mieux qu'ils ne travaillent pas dans la même entreprise. Elle s'est donc trouvé un autre job, mais les choses n'ont fait qu'empirer. Son mari l'appelait sans arrêt au téléphone. Elle a préféré démissionner au bout d'un mois pour se mettre à son compte. Son mari les a même fait déménager du quartier où ils vivaient avec d'autres journalistes afin de la couper de ses amis. Le couple suit actuellement une thérapie. *"Il est difficile de pouvoir se fier à une femme qui travaille. Sa carrière ne progressera pas à moins qu'elle ne cède aux avances de son patron"*, a d'ailleurs expliqué son mari lors d'une session.

Les hommes surveillent alors de plus en plus étroitement les faits et gestes de leur femme. Celles-ci doivent également de se comporter comme la belle-fille idéale dans la famille du mari. Se tourner vers un système connu – en l’occurrence, la tradition – est bien souvent une conséquence des angoisses rencontrées par l’homme et non le reflet de véritables convictions, ajoutent les psychiatres. Dans un article intitulé “Weaker Sex” publié par le quotidien *The Hindu*, Vijay Nagaswami a écrit que, *“du point de vue masculin, il semblerait qu’être une femme soit une activité en soi. C’est pourquoi les hommes se sentent menacés par la libération des femmes. Non pas parce que les femmes envahissent leur sphère mais parce qu’eux ne peuvent jamais totalement envahir la leur. Résultat, l’homme redouble d’agressivité, ce qui l’isole encore plus.”* Tandis que la “femme masculine” est devenue une figure de plus en plus acceptée dans la société, l’“homme féminin” reste un objet de dérision, ajoute-t-il.

A Khan Market, il est bientôt 23 heures. R. parle d’un livre écrit par la chroniqueuse américaine Kathleen Parker. Cet ouvrage plaide avec humour pour *“le sauvetage du prétendu sexe fort face à des signes de déclin culturel”*. La plupart des femmes balaieraient d’un revers de main l’idée que le bouleversement de la répartition des rôles entre les deux sexes puisse constituer une menace existentielle pour le genre masculin. L’homme, toutefois, se sent menacé dans son identité de chef. Pour reprendre la formule d’un spécialiste, les couples modernes traversent une “crise d’hégémonie”. C’est ce que les hommes commencent tout juste à comprendre.

## Quand les femmes ne s'en laissent plus conter

**Les femmes burundaises se mobilisent pour obtenir une carte d'identité, nécessaire pour voter. Elles entendent bien faire valoir leurs revendications avant d'accorder leurs voix, raconte l'agence de presse Syfia Grands Lacs.**

Jacques Bukuru | Syfia Grands Lacs

A l'approche des élections\*, le gouvernement du Burundi a lancé une campagne d'attribution gratuite de la carte nationale d'identité. Seuls les Burundais possédant cette carte pourront être recensés et voter. Les habitants se sont présentés très nombreux, car au moins 1 million d'entre eux [sur 8,6 millions d'habitants] n'avaient pas de carte – et, parmi eux, beaucoup de femmes. De fait, l'obtention de ce précieux document apporte une reconnaissance légale, à laquelle les femmes sont particulièrement attachées, notamment pour pouvoir se faire entendre lors des élections qui auront lieu en mai prochain. Selon le ministère de l'Intérieur, 80 % des demandeurs de la carte nationale d'identité sont des femmes. *"Recluses dans leurs arrière-cours, elles ressentent soudainement le besoin d'en avoir une"*, constate Judith Bigirimana, membre d'une association féminine dans la province de Bubanza, dans l'ouest du Burundi.

Les femmes n'ont pas attendu la campagne de sensibilisation menée par l'administration et les associations féminines. Dans la capitale, où elles font du petit commerce, elles se sont passé l'information. Dans les collines, ce sont les radios et l'administration qui essaient de toucher les gens.

Assise à même le trottoir jouxtant les bâtiments de l'Office national des télécommunications, visiblement harassée par une longue journée d'attente, une maman vendeuse de mangues appelle les derniers clients. Elle se relève péniblement, accablée par la fatigue et le surpoids, pour partir avec son panier à moitié plein. D'une voix vigoureuse, malgré la déception causée par les faibles rentrées du jour, elle interpelle sa compagne, marchande de tomates : *"Amida, passons demain à la commune pour la carte d'identité : c'est important pour notre avenir."* Elles sont nombreuses à patienter dans des files interminables devant les bureaux communaux. *"Renoncer à la carte, c'est renoncer à la nationalité et à tous les droits auxquels elle donne accès... Le droit de vote, surtout"*, insiste Jacqueline Sebahene, du sud de la capitale, Bujumbura. Certaines commerçantes en sont persuadées, la carte leur permettra d'être mieux traitées. *"Pas comme des étrangères, des détritiques jetés n'importe où et que des policiers indisciplinés piétinent jusqu'à les écraser"*, dénonce Eugénie, la gorge serrée.

Les prochaines élections générales [présidentielle, législatives et sénatoriales], qui débiteront le 21 mai pour se terminer le 7 septembre, sont considérées par ces commerçantes comme une urgence pour changer le sort que les gouvernants leur ont façonné en les consultant rarement au cours des cinq

dernières années. Inutile d'aller dans les meetings ! Ceux qui auront besoin de leurs voix devront aller les voir au marché. Inutile de brandir son appartenance ethnique ou politique pour être élu ! *"Nous sommes nombreuses et n'avons qu'un seul parti politique, une seule ethnie : le commerce qui nourrit nos enfants. Nous voterons en faveur des candidats qui auront formellement promis de créer de meilleures conditions pour l'exercice de notre activité"*, explique Fabiola Nzeyimana, vendeuse ambulante de pagnes. La question des droits des femmes nourrit les débats des hommes politiques et des associations féminines. De ces discussions, il ressort que l'égalité des sexes reste un combat à mener au Burundi, tant les femmes y sont encore inféodées à l'autorité masculine.

Si, dans la capitale, des femmes d'affaires ont fini par obtenir un droit de regard sur leurs biens, les femmes rurales dénoncent le fait de ne pouvoir gérer elles-mêmes le fruit de leur dur labeur. Venue de sa province rurale, Gertrude explique ainsi qu'elle votera en faveur des leaders qui leur concéderont cette juste prérogative.

L'association féminine Dushirehamwe vient de publier une étude sur les besoins des femmes. Les 12 000 d'entre elles qui ont été interrogées regrettent de ne pas avoir de biens propres à gérer. Si elles parviennent à se rendre aux urnes – ce qui n'est pas évident, car les hommes les en empêchent parfois –, les Burundaises pourraient faire changer la situation. Avec la carte d'identité, elles disposent en tout cas d'un nouvel atout de poids...

**Note :**\*La Commission électorale nationale indépendante (CENI) se prépare à organiser 5 élections, à savoir les élections communales, l'élection présidentielle les élections législatives, sénatoriales et collinaires.

### **Repères**

*Le Burundi est un pays d'Afrique de l'Est de la région des Grands Lacs. Entouré par la République démocratique du Congo à l'ouest, le Rwanda au nord et la Tanzanie à l'est et au sud, le Burundi compte 8 millions d'habitants, dont 85 % de Hutus et 14 % de Tutsis, et sa capitale est Bujumbura. Le Rwanda est le pays le plus proche du Burundi ; tous deux sont d'anciennes colonies belges. Le 6 avril 1994, les présidents burundais et rwandais, tous les deux hutus, sont tués dans l'attaque menée contre leur avion. C'est le début du génocide rwandais et du massacre des Tutsis. Au Burundi, les Tutsis ont le pouvoir et les événements rwandais vont servir de prétexte au massacre de Hutus burundais. La paix est ramenée en septembre 2000 par l'accord d'Arusha, qui tente de garantir l'équilibre ethnique.*



# Que sait-on vraiment des nanotechnologies?

Par Vincent Olivier, publié le 24/03/2010

Electronique, santé, alimentation... les nanomatériaux sont de plus en plus utilisés. Cette révolution technologique, à l'échelle du milliardième de mètre, provoque bien des inquiétudes. Un nouveau rapport ne va pas les apaiser.

Ils sont partout! En gaz, en poudre, en liquide, en crème. Dans le sel de table et les crèmes solaires. Les écrans télé et le ciment. Les médicaments et les raquettes de tennis. "Ils" sont partout, mais personne ne le sait: les nanomatériaux sont invisibles au microscope, et la plupart des industriels qui les utilisent ne le déclarent pas - ils n'y sont d'ailleurs pas tenus. Rien d'étonnant, dès lors, que partisans et adversaires de ces "nanos" échangent anathèmes et noms d'oiseaux.

Les premiers les parent de mille vertus et annoncent une nouvelle ère pour l'humanité. Les autres crient au filage planétaire et redoutent des catastrophes sanitaires à l'échelle mondiale. Saisie par les pouvoirs publics, l'Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail (Afsset) vient de rendre le premier rapport d'expertise français sur le sujet, dont L'Express livre les grandes lignes.

## Plusieurs sortes de "nanos"

Qu'est-ce qu'un nanomatériau? Un "nano" mesure entre 1 et 100 nanomètres, l'unité de mesure correspondant à un milliardième de mètre. Certains sont d'origine naturelle (poussière de volcan, aérosol marin). D'autres sont employés depuis des lustres, sans que leurs utilisateurs en aient conscience. Ainsi, au XVI<sup>e</sup> siècle, les souffleurs de verre de Murano conféraient à leurs créations une belle couleur rubis en y ajoutant quelques paillettes d'or qui, à l'échelle nanométrique, changeaient les propriétés du verre en question. Depuis une vingtaine d'années, l'industrie électronique fait grand usage des nanos (téléphone portable, écran de télévision plat...), mais, le plus souvent, elle les emprisonne dans d'autres éléments afin - en principe - qu'ils ne se répandent pas dans l'air ambiant.

Il y a aussi les nanos "libres", dits non encapsulés. Ceux-là inquiètent les scientifiques, qui craignent de possibles "relargages" dans l'atmosphère ou même directement dans l'organisme humain, par inhalation, ingestion ou passage à travers la peau. A ce jour, on ignore tout ou presque de leur évolution sur le long terme: se dégradent-ils? Se transforment-ils? On attend toujours les résultats de travaux sur cette question.

## Quels dangers?

Que sait-on de leur dangerosité pour l'homme? Malgré un rapport fourni (219 pages), l'Afsset le reconnaît sans ambages: il est impossible de fournir une "évaluation quantitative des risques". Pour une raison simple: invoquant des secrets de fabrication, les industriels utilisant les nanos se refusent à en donner la composition exacte. Reste que des études récentes font apparaître une "dangerosité potentielle", dans deux domaines en particulier, selon l'Afsset: les nanotubes de carbone, très utilisés en électronique, et les nanoparticules de cobalt-chrome, qui servent à fabriquer des prothèses de hanche.

Par ailleurs, l'Afsset s'est livrée à une revue exhaustive des travaux menés à ce jour par des scientifiques internationaux autour de trois nanos particuliers: l'argent (contre les mauvaises odeurs stagnantes dans les

chaussettes de sport), le dioxyde de titane (utilisé pour le ciment et les crèmes solaires) et la silice (dans le sucre de table). Il en ressort plusieurs éléments troublants. In vitro, c'est-à-dire en conditions expérimentales, les nanos pénètrent dans le noyau d'une cellule, interagissent directement avec l'ADN et peuvent "conduire potentiellement à une cancéro-génicité", précise l'Afsset.

In vivo, des travaux sur des poissons-zèbres montrent des malformations au niveau embryonnaire et des processus inflammatoires à l'âge adulte. Sur le plan environnemental, les résultats sont plus inquiétants encore concernant les nanoparticules d'argent: compte tenu de leur efficacité bactéricide, elles risquent, une fois diluées dans les eaux souterraines, de rompre l'équilibre des écosystèmes. Elles constituent pourtant, à elles seules, plus du quart des nanos employés dans l'industrie. Chaque année, 18 tonnes de particules d'argent sont ainsi rejetées dans la nature...

### **Des propriétés prisées par les industriels**

Pourquoi les nanos intéressent-ils tant les fabricants? Parce qu'ils n'obéissent pas aux lois de la physique classique. Selon les situations, leurs caractéristiques chimiques, thermiques ou mécaniques changent radicalement. Les nanotubes de carbone, par exemple, se comportent à la fois comme un métal et comme un semi-conducteur: 100 fois plus résistants et 6 fois plus légers que l'acier, ils ont une conductivité thermique comparable à celle du diamant. De quoi inventer bientôt des écrans vidéo à la fois plats et souples, qui pourraient être pliés ou enroulés...

Mais les nanos ont bien d'autres propriétés spécifiques: autonettoyantes (pour les vitres), ultrarésistantes (pour les clubs de golf), antiagglomérantes (pour fluidifier le sel de table), absorbantes (pour limiter l'impact des ultraviolets émis par le soleil). Le champ médical est plus vaste encore: des nanocristaux d'argent sont intégrés dans les pansements en raison de leurs vertus bactéricides, une dizaine de nanomédicaments anticancéreux sont commercialisés et demain, peut-être, des "nanovecteurs" enverront des portions d'ADN afin de remplacer ou réparer des gènes défectueux.

### **Des fabricants discrets sur le sujet...**

Les industriels font-ils preuve d'une transparence suffisante? Non. Le directeur général de l'Afsset, Martin Guespereau, note que, sur l'ensemble des publications scientifiques consacrées aux nanos, 2% seulement traitent des risques éventuels: financer ce genre de recherches n'est "clairement pas la priorité des industriels", déplore-t-il. Pis, entre ceux qui affirment abusivement "utiliser du nano" et ceux qui ne s'en vantent pas mais qui y recourent, impossible de savoir précisément qui fait quoi.

Le grand public est-il clairement informé? Le temps de l'industrie (tout, le plus vite possible) n'est pas celui de la science ni celui de la société. Entre principe de précaution et promesses de rentabilité, le grand public a parfois du mal à trancher. Sur le papier, le grand débat national lancé en octobre dernier constituait l'occasion rêvée de faire échanger "pro" et "anti" nanos.

## Retour à l'ouvrage bien fait

**Au Japon, les récents déboires de Toyota sont un symbole. Pour certains, il faut en revenir aux valeurs traditionnelles du travail.**

La société de l'automobile est née avec Ford, qui a introduit en 1908 le travail à la chaîne, ce qui a rendu possible la production de masse. Est arrivée ensuite General Motors, qui, en renouvelant les modèles de véhicules et en misant sur les voitures de luxe de grande taille, a fait de l'automobile un objet de rêve convoité par tout un chacun. La contribution de Toyota à l'histoire de l'automobile est tout aussi cruciale. Le groupe japonais a inventé le *kanban*, le "flux tendu", un mode de production révolutionnaire qui a permis de ne plus stocker les pièces détachées. Cette méthode visant à réduire au maximum les coûts de production s'est répandue dans toutes les industries.

Or la réduction des coûts et la rationalisation n'ont vraiment de sens que si elles sont soutenues par l'excellence de la qualité. Sans doute les rappels de voitures effectués aujourd'hui par Toyota ne peuvent-ils être imputés uniquement à une qualité défailante. Et il ne faut pas y voir le problème d'une seule entreprise. Le Japon tout entier, imprégné par l'idéologie du marché, n'a-t-il pas oublié la valeur du travail bien fait ?

Ces tendances, pourtant, sont remises en question. Une petite entreprise de Yokohama, Akiyama Mokko, a attiré l'attention de tout le Japon en recourant au compagnonnage pour former ses employés. Dirigée par Toshiaki Akiyama, 66 ans, cette société qui fabrique des meubles sur mesure forme d'excellents artisans, dont certains ont été récompensés par une médaille d'or aux JO nationaux des techniques. Le compagnonnage a une histoire vieille de deux siècles et demi au Japon, mais le système d'Akiyama Mokko a la particularité de s'inspirer du vécu de son patron. L'une de ses caractéristiques principales est un entretien d'embauche très approfondi. Non seulement M. Akiyama reçoit les jeunes candidats, mais il se rend aussi chez leurs parents, avec lesquels il s'entretient longuement. Pour supporter une formation rigoureuse, il faut non seulement que les intéressés soient déterminés, mais aussi qu'ils puissent bénéficier du soutien de leurs proches.

Chaque année, en mars, l'entreprise embauche de deux à dix employés. Mais il y a dix fois plus de candidats, qui viennent de tout l'archipel. Certains sont diplômés d'universités prestigieuses, d'autres sortent tout juste du lycée. La formation dure huit ans – quatre ans en tant qu'apprenti et quatre ans de perfectionnement en tant qu'artisan. Lorsqu'ils arrivent, les stagiaires – hommes et femmes – doivent se raser les cheveux. Les quatre premières années, ils vivent en internat et ne prennent des congés que pour O-bon [la fête des Morts, en août] et le nouvel an, soit au total dix jours. Ils n'ont pas le droit de recevoir leur famille ou d'avoir des relations amoureuses. Tous les matins, ils se lèvent à 5 heures et demie, font le ménage du foyer et vont courir. Comme les journées sont longues, avec trois à quatre heures de sommeil tout au plus, il n'est pas étonnant que certains abandonnent en cours de route. Mais

beaucoup parviennent à tenir jusqu'au bout... Ce qui est rassurant pour l'avenir de ce pays ! Né dans une famille très pauvre du village d'Asuka (près de Nara), M. Akiyama ne savait même pas écrire avant d'entrer en cinquième. Ce qui l'a transformé, c'est l'apprentissage. Les dures journées qu'il a vécues à l'époque lui ont donné la conviction que surmonter des obstacles, c'était investir pour son avenir. Dans *Decchi-no susume* (Eloge du compagnonnage, éd. Gentosha), M. Akiyama livre plusieurs maximes : *"Chez l'artisan, la qualité humaine compte davantage que la technique", "Plus un homme est maladroit, plus il a de potentiel pour devenir excellent", "Pour que les disciples progressent, il est mieux de les réprimander plutôt que de les féliciter"*.

En trente ans, Akiyama Mokko a formé une cinquantaine d'artisans. Evidemment, laisser partir un employé après l'avoir formé est une perte pour l'entreprise, mais M. Akiyama considère qu'il paie ainsi sa dette envers la société. Il espère que ces jeunes se perfectionneront ailleurs ou à l'étranger, et qu'ils formeront à leur tour des artisans. Ainsi, les techniques les plus habiles et la culture japonaise se transmettront de génération en génération. Le capitalisme sans éthique, qui ressemble aux jeux d'argent, sonne creux. Jadis, l'Occident capitaliste s'inspirait d'une morale protestante et les Japonais eux aussi cherchaient le salut dans l'accomplissement de l'ouvrage bien fait. Le temps est venu de remettre au goût du jour les valeurs du travail et celles du bonheur.

## Toujours accros aux flingues

En dépit de ses promesses de campagne, Barack Obama reste très discret sur la question des armes à feu. Plusieurs Etats en ont d'ailleurs profité pour se doter de lois plus permissives.

02.03.2010 | Ian Urbina | The New York Times

Quand Obama est entré en fonctions, les partisans des armes à feu se sont alarmés, affirmant que le nouveau président avait l'intention de les priver de leurs pistolets et de leurs munitions. C'est pourtant l'inverse qui se produit. Le président reste quasiment muet sur la question, tandis que plusieurs Etats mènent une nouvelle offensive en faveur de l'élargissement du droit au port d'armes. Ainsi, le 16 février, l'Assemblée de Virginie a approuvé un projet de loi qui autorise les citoyens de l'Etat à porter des armes dissimulées dans les bars et les restaurants, et la Chambre des délégués de l'Etat a voté en faveur de l'abrogation d'un texte vieux de dix-sept ans qui interdisait l'acquisition de plus d'une arme de poing par mois. Ces votes ont eu lieu moins de trois ans après la fusillade de l'université Virginia Tech, le 16 avril 2007, qui avait fait 33 morts et sensibilisé l'opinion publique à un contrôle plus strict des armes à feu.

### **Le port d'armes est autorisé dans les parcs nationaux**

Les législateurs de l'Arizona et du Wyoming étudient de leur côté plusieurs mesures en faveur du port d'armes, dont l'une autorisant les citoyens de ces deux Etats à porter des armes cachées sans permis. De même, en 2009, le Montana et le Tennessee ont adopté une législation – sans précédent – qui dispense leurs citoyens de se conformer aux lois fédérales relatives aux armes et munitions fabriquées, vendues et utilisées aux Etats-Unis. Des projets de loi similaires ont été présentés dans au moins trois autres Etats. De leur côté, les partisans du contrôle des armes à feu font valoir que Barack Obama n'a pas tenu ses promesses de campagne. Il s'était notamment engagé à supprimer une faille dans la législation permettant à des marchands d'armes sans licence de vendre leurs produits dans les foires sans contrôler les antécédents [judiciaires et psychiatriques] des acquéreurs. Il avait également promis de rétablir l'interdiction des armes d'assaut et s'était enfin engagé à encourager les Etats à divulguer leurs informations sur les armes utilisées dans les assassinats. Fin 2009, le président a également approuvé deux lois autorisant le port d'armes dans les parcs nationaux et leur présence dans les bagages sur les trains de la compagnie Amtrak.

*"Nous pensions avoir aujourd'hui un tableau totalement différent", déplore Paul Helmke, le président de la Brady Campaign to Prevent Gun Violence, une association qui milite pour le contrôle des armes à feu et dont un rapport publié en janvier 2010 montre que le gouvernement a échoué dans ce domaine. Les partisans du contrôle des armes ont tout de même enregistré quelques victoires, explique-t-il. Des projets de loi visant à autoriser les étudiants à porter des armes à feu sur les campus ont par exemple été bloqués dans la vingtaine d'Etats où ils avaient été présentés depuis la fusillade de Virginia Tech. Le New Jersey a limité, en 2009, les achats d'armes à feu à une par mois, une loi similaire à celle que la Virginie souhaite aujourd'hui abroger. Mais les défaites ont été nombreuses. Le mois dernier, l'Indiana a voté des*

projets de loi empêchant les entreprises privées d'interdire à leurs employés d'avoir des armes à feu dans leur voiture sur leur lieu du travail.

Interviewé sur le récent rapport de la Brady Campaign, un porte-parole de la Maison-Blanche, Ben LaBolt, a rétorqué que les dernières statistiques du FBI pour le premier semestre 2009 témoignaient de la plus forte baisse de la criminalité depuis les années 1960. *"Le président soutient et respecte le 2e amendement [de la Constitution, qui garantit le droit à tout citoyen américain de porter des armes], précise Ben LaBolt. Il pense aussi que nous pouvons prendre des mesures de bon sens pour garantir la sécurité des citoyens et endiguer le flux des armes illégales vendues à des criminels.*

### **Tendance**

En Californie, les partisans des armes à feu font du zèle. Ces dernières semaines, ils ont organisé plusieurs événements pour attirer l'attention sur eux et faire de nouveaux adeptes. Le 27 février, ils ont ainsi entrepris de nettoyer la plage de Baker, à San Francisco, en portant leurs armes de façon ostentatoire, rapporte le *San Francisco Chronicle*. Et ils se donnent de plus en plus rendez-vous dans les cafés pour faire du prosélytisme, souligne *The Christian Science Monitor*, en particulier ceux de la chaîne Starbucks.

Publié le 24/03/2010 à 08:12 Le Point.fr

ÉTATS-UNIS

## À quelques heures de son exécution, un condamné texan réclame toujours des tests ADN

Le sort du condamné à mort Hank Skinner est entre les mains de la Cour suprême et du gouverneur du Texas, les derniers susceptibles de suspendre son exécution mercredi au Texas, afin qu'il pratique enfin les tests ADN qu'on lui a toujours refusés, pour prouver son innocence. Henry "Hank" Skinner, 47 ans, a été condamné à la peine capitale pour les meurtres le soir du Nouvel An 1993 de sa compagne, battue à mort, et des deux fils de celle-ci, poignardés. Parce qu'un jury l'a déclaré coupable en 1995, l'État du Texas (sud), qui détient tous les records en matière d'exécutions aux États-Unis, refuse de pratiquer les tests ADN qu'il réclame. Lundi, le comité des grâces texan a unanimement refusé de lui donner un délai supplémentaire, laissant la Cour suprême des États-Unis, saisie en février, et le gouverneur du Texas Dick Perry, peu connu pour sa mansuétude, seuls arbitres de son sort.

"Je ne peux penser à aucune raison valable de refuser des tests ADN dans une affaire où il existe d'autres preuves solides d'innocence", a déclaré Rob Owen, avocat de Hank Skinner. "Si j'étais procureur, je ne mettrais pas quelqu'un à mort avant d'être absolument sûr ; or, les tests ADN nous permettraient d'être sûrs". Il a affirmé que son client était "optimiste et confiant", un peu plus de vingt-quatre heures avant son exécution. Hank Skinner, aujourd'hui marié à une Française militante anti-peine de mort, clame son innocence depuis le premier jour et il a obtenu depuis dix ans le soutien de David Protess, un professeur de journalisme à la Northwestern University qui a refait l'enquête avec ses élèves. Selon lui, des tests comparant son ADN à celui retrouvé sur les victimes le disculperaient à coup sûr.

### Zones d'ombre

Lors du procès de Hank Skinner, l'accusation avait présenté des tests ADN partiels, attestant de la présence de l'accusé sur les lieux du crime, c'est-à-dire chez lui. Celui-ci assurait de son côté que les meurtres avaient été perpétrés par un tiers puisqu'il était évanoui au moment des faits. La présence d'anxiolitiques, d'antidouleurs et d'alcool dans son organisme avaient été confirmée par une prise de sang réalisée après le drame. "Pas d'aveux, pas de témoin visuel des meurtres, pas de mobile apparent, pas de tendances violentes chez Monsieur Skinner", a expliqué David Protess dans une lettre au Comité des grâces. Il a en revanche désigné un oncle de sa compagne, au passé violent, qui avait harcelé sa nièce durant la fête de réveillon où elle s'était du coup rendue seule, laissant son compagnon endormi. Cet oncle "n'a jamais été interrogé".

Cette affaire intervient alors que la Cour suprême a refusé l'année dernière d'obliger les États américains réticents à pratiquer des tests ADN après procès. Dans une décision, elle assurait : "Les tests ADN ne suffisent pas toujours à résoudre seuls un crime. Là où il y a suffisamment d'autres preuves à charge (...), la science seule ne peut pas prouver qu'un prisonnier est innocent". Mais pour Rob Owen, les deux affaires sont très différentes sur la forme. En revanche, il a cité le cas de Todd Willingham, un jeune homme exécuté par le Texas en 2004 alors que de fortes présomptions étaient apparues quelque temps avant la date de l'injection mortelle. En septembre, des experts ont révélé qu'il s'agissait probablement d'une erreur judiciaire. "Nous espérons que l'affaire Willingham encouragera les autorités texanes à être plus prudentes", explique Rob Owen. Dix-sept condamnés sont sortis des couloirs de la mort américains grâce aux tests ADN ces dernières années.



Publié le 24/03/2010 à 15:18 - Modifié le 24/03/2010 à 18:26 Le Point.fr

FAITS DIVERS

## CRÉTEIL - Un professeur frappé par une collégienne de 15 ans

Un professeur de 29 ans, exerçant dans un collège de Créteil, a été frappé par une élève de 15 ans à coups de tringle à rideaux et menacé avec des ciseaux au sein même de l'établissement. Contrairement à ce qui avait été d'abord annoncé par une source policière, la jeune fille a utilisé une tringle métallique et non une barre de fer. Admis à l'hôpital Henri-Mondor de Créteil, le professeur du collège Albert-Schweitzer de Créteil souffre de légères blessures au cou, a-t-on appris de sources concordantes.

Un élève de 13 ans, qui s'était interposé au moment de l'agression, a été conduit par ses parents au même hôpital en raison de très légères blessures et du "choc" psychologique, précise-t-on au rectorat de Créteil. La jeune fille auteur présumée de l'agression était sous le coup d'une exclusion de sept jours du collège. Elle a été interpellée et placée en garde à vue au commissariat de Créteil, selon une source policière. Elle devrait être présentée jeudi à un juge des enfants pour être mise en examen, a précisé une source judiciaire, ajoutant que la jeune fille n'était pas connue des services de police.

### Le collège Albert-Schweitzer n'est pas un "coupe-gorge" (Snes)

Munie d'une tringle à rideaux métallique et de ciseaux, elle a fait irruption dans le collège vers midi pour s'en prendre au professeur avec qui elle avait déjà eu maille à partir, a raconté la source policière. "Elle a sans doute voulu se venger", ont confié plusieurs sources. Désert en ce mercredi après-midi, l'établissement, grand rectangle de béton planté au milieu d'une cité HLM, devrait recevoir le renfort d'équipes mobiles de sécurité jeudi, annonce-t-on au rectorat, où l'on précisait que les cours reprendraient normalement et où l'on tentait de dédramatiser. "C'est un évènement qui peut arriver dans un établissement", a affirmé la directrice du cabinet du recteur, Emmanuelle Pouyé.

Ce nouvel incident violent - qui survient alors que le matin même, Nicolas Sarkozy reconnaissait dans une allocution publique " ne pas avoir jugulé la montée de la violence" à l'école et s'engageait à ne plus faire "aucune concession" sur le sujet - est le quatrième dans un établissement scolaire du Val-de-Marne depuis le début de l'année. Le 15 février dernier, un élève de 17 ans d'un lycée de Thiais a été blessé à coups de cutter durant un cours d'éducation physique dans un gymnase. Le 2 février, un lycéen de 14 ans du lycée Adolphe-Chérioux de Vitry-sur-Seine a été attaqué au couteau par six personnes qui s'étaient introduites dans l'établissement. L'incident le plus grave remonte à janvier, lorsqu'un lycéen de 18 ans a été tué par un camarade au Kremlin-Bicêtre. Ces incidents ont poussé le ministre de l'Éducation Luc Chatel à convoquer des états généraux de la sécurité à l'école, prévus les 7 et 8 avril.

<http://www.lepoint.fr/actualites-societe/2010-03-24/faits-divers-creteil-un-professeur-frappe-par-une-collegienne-de-15-ans/920/0/437074>

Depuis janvier, les professeurs de cette académie, une des plus défavorisées en France, se sont à plusieurs reprises mobilisés contre les réformes dans l'Éducation et appellent notamment à plus de personnel pour la surveillance des élèves. "Malheureusement, on ne pourra jamais éviter toutes les agressions à l'école, mais, en tout état de cause, avec plus d'adultes et de gens formés, on prend moins de risques", explique le représentant de la CGT-Éduc'Action, Matthieu Brabant. Un syndicaliste du Snes, premier syndicat du secondaire, contacté par lepoint.fr, relativise, lui aussi, cette agression : "Cela ne fait pas du Val-de-Marne et encore moins du collège Albert-Schweitzer un coupe-gorge", nous explique ce syndicaliste, avant d'ajouter : "Je ne veux pas minimiser. Une agression de ce genre, c'est très grave et ça laisse la communauté scolaire traumatisée."

## ANGLETERRE • Une gorgée de bière au goût d'indépendance

Frustrés de voir leurs pubs de quartier disparaître, des clients organisent la riposte. Créant des coopératives, ils rachètent les établissements et en deviennent actionnaires, témoigne The Independent.

08.03.2010 | Jerome Taylor | The Independent

Situé dans une ruelle à l'écart du passage, le *Star Inn* est un vrai pub de quartier. Derrière ses portes battantes vertes, l'endroit est chaleureux et imprégné d'histoire. Le tournoi hebdomadaire de fléchettes se joue encore sur une cible de Manchester, en bois. Il faut l'immerger dans un seau d'eau pour lui garder toute sa souplesse.

Il y a dix ans, ce quartier du nord de Salford [nord-ouest de la Grande-Bretagne] comptait huit pubs en plus du *Star*. Ils ont fermé l'un après l'autre. Juste avant Noël, le *Star* a failli connaître le même sort. Robinson, la brasserie qui en était propriétaire, avait décidé de le vendre et affiché un avis de fermeture. Les clients ont alors créé une coopérative et racheté leur bar pour 80 000 livres [88 000 euros].

*"C'était une décision très simple",* explique Tim Worden, un médecin de quartier qui compte parmi les 65 actionnaires du *Star*. *"Nous voulions que nos petits-enfants puissent voir ce qu'était un pub de quartier. Si le Star avait disparu, le pub le plus proche aurait été à vingt bonnes minutes à pied ou il aurait fallu prendre un taxi pour se rendre dans le centre-ville. Et nous savions tous comment sont les pubs là-bas."*

Ces dernières années, des habitants ont créé des coopératives dans les villages pour sauver un magasin ou leur poste, mais les pubs avaient échappé jusqu'ici à cette tendance. Les choses commencent à changer. Le *Star* est le second pub à être devenu une coopérative avec des actionnaires et – si l'affaire est rentable – des dividendes payés en espèces ou en bière. Deux autres coopératives sont en cours d'ouverture. Et le premier pub coopérative de Grande-Bretagne, l'*Old Crown*, qui se trouve à Hesketh Newmarket, en Cumbria, se porte de mieux en mieux.

*"Toutes ne vont pas marcher, mais, dans les quartiers où il ne reste plus qu'un pub, les coopératives pourraient enregistrer de très bons résultats",* prophétise Ed Mayo, le président de Co-operatives UK, la fédération nationale des coopératives. *"Elles ont remarquablement réussi à redresser des industries en difficulté."*

De fait, la situation du secteur est on ne peut plus difficile. Selon la Fédération britannique des brasseries et des pubs, 39 pubs ferment leurs portes chaque semaine. Le dernier rapport de Co-operatives UK prévoit que 2 700 établissements vont faire faillite au cours des douze prochains mois, alors qu'ils n'étaient que 316 en 2006.

Les tenanciers expliquent les difficultés du secteur par une série de facteurs, de l'envolée des coûts énergétiques à l'augmentation des taxes, en passant par l'interdiction de fumer dans les pubs. Mais deux

d'entre eux les dérangent particulièrement : la *"beer tie"*, une clause qui oblige tous les pubs du pays à s'approvisionner en bière auprès d'un fournisseur particulier – souvent à des prix excessifs –, et les entreprises multinationales connues sous le nom de "Pub Cos", des chaînes qui sont propriétaires de la moitié des pubs du Royaume-Uni. Les gérants expriment rarement leurs griefs à l'encontre des chaînes de pubs, mais l'un d'eux, qui tient un pub à peine rentable dans les Midlands, a raconté à l'Independent comment les loyers et les prix des boissons augmentaient chaque fois que la société qui possède l'immeuble avait besoin d'un apport de fonds. *"Il y a deux ans, elle a revu mon loyer, qui est passé de 40 000 à 60 000 livres" [de 44 000 à 66 000 euros], a-t-il expliqué. "Le prix des boissons a augmenté de 22 % en deux ans. Nous n'avons pas d'autre choix que de répercuter la hausse sur le client, qui, du coup, se fournit dans les supermarchés."*

Un nombre croissant de parlementaires jugent indispensable de prendre des mesures contre la toute-puissance des chaînes de pubs. *"On a besoin de réformes radicales et efficaces"*, affirme Greg Mulholland, qui dirige le groupe All Party Parliamentary Save the Pub. *"Les chaînes ont montré qu'elles n'étaient pas prêtes à se contrôler elles-mêmes."*

Au Star Inn aussi, une série de réformes est à l'étude. Les bières Robinson ont été remplacées par celles d'une petite brasserie locale et il est question d'aménager une terrasse pour l'été. *"Le Star restera un pub où l'on pourra rencontrer des gens de tous les milieux"*, assure Margaret Fowler, une habitante du quartier.

## Repères

L'hégémonie des chaînes de pubs remonte à 1989, année où le gouvernement de Margaret Thatcher a tenté d'introduire la concurrence dans le secteur. Des brasseries qui possédaient plus de 2 000 pubs ont été contraintes d'en revendre une partie et d'offrir une guest beer (bière pression vendue dans un pub appartenant à un autre brasseur). Des brasseurs ont alors créé des sociétés immobilières et acheté un grand nombre de pubs, obligeant les patrons de ces établissements à se fournir auprès d'eux. C'est ainsi que le secteur a muté vers de grandes enseignes de pubs, gérées comme des multinationales.

## Combattre l'illettrisme, une priorité pour l'entreprise

Aider les salariés à maîtriser la lecture et l'écriture n'est pas un luxe. Surtout dans un pays comme la Nouvelle-Zélande, où 20 % de la population n'est pas de langue maternelle anglaise.

27.09.2007 | Steve Hart | The New Zealand Herald

Pour près de 20 % de la population active en Nouvelle-Zélande, l'anglais n'est que la deuxième langue. Cela pose des problèmes aux employeurs, et cela empêche les salariés de progresser professionnellement et de donner toute leur mesure. Tel est l'avis de Katherine Percy, présidente de Workbase, une association qui assiste les entreprises désireuses d'aider leurs salariés à perfectionner leurs connaissances de base (lecture, écriture, calcul, expression orale).

*"Nos services s'adaptent aux besoins de chaque entreprise et de ses salariés, de manière à rendre ces derniers plus efficaces, explique Mme Percy. Nous comblons leurs lacunes, mais nous ne leur apprenons pas à lire Shakespeare. Nous analysons les compétences requises pour chaque poste, puis nous concevons des stages de formation individuels ou collectifs en fonction des participants et de leur travail."*

Il arrive souvent, dit-elle, que des personnes nouvellement promues découvrent qu'elles n'arrivent pas à assumer leurs nouvelles responsabilités faute de disposer des connaissances de base nécessaires. *"Par exemple, quelqu'un qui a été parfaitement à l'aise dans ses anciennes fonctions découvre qu'il lui faut désormais lire et rédiger des notes de service, des rapports d'accident détaillés ou des devis, et comprendre des instructions qui exigent un peu d'interprétation."*

Beaucoup d'employeurs évaluent mal les compétences requises pour des emplois qu'ils considèrent comme peu qualifiés et mal payés, et ne voient pas la difficulté qu'il peut y avoir à effectuer des tâches simples comme remplir un formulaire ou compter les entrées et sorties de marchandises. *"Ils ne vérifient pas si ceux qui occupent ces fonctions sont suffisamment armés pour bien faire leur travail."*

D'après Katherine Percy, *"beaucoup de gens qui ne savaient pas trop ce qu'ils faisaient à l'école, où les cours n'avaient aucune application pratique, réussissent sans trop de*

*peine quand [la formation] a un rapport direct avec leur travail". A l'en croire, l'accroissement de la demande de formation en connaissances de base reflète l'accroissement des besoins de compétences en lecture, écriture, calcul, informatique et résolution de problèmes dans les "entreprises en mutation rapide" d'aujourd'hui. La politique d'immigration de l'Etat néo-zélandais a également aggravé le problème. "La population s'est diversifiée et le pays compte 19 % d'habitants dont l'anglais n'est que la deuxième langue", souligne-t-elle.*

Pour autant, elle ne considère pas Workbase comme la panacée pour lutter contre l'illettrisme dans le pays. *"Le relèvement du niveau passe par tous les types d'actions de formation professionnelle et pour adultes, affirme-t-elle. Les programmes en entreprise en sont un. Ils sont intensifs et spécialisés, et donnent de bien meilleurs résultats que certaines formations, plus génériques, assurées à l'extérieur. Nous essayons d'encourager les organismes de formation à inclure la remise à niveau des connaissances de base à leur programme. Ils ont tendance à considérer ces compétences comme acquises, et se concentrent trop sur les compétences techniques."*

Pour aider ces organismes à comprendre les besoins spécifiques de chaque métier, Workbase a défini une série de profils de poste accompagnés des compétences de base requises afin de permettre aux formateurs de contrôler le niveau des participants avant le début d'un stage. *"Comme les gens lisent les pages sportives des journaux ou s'intéressent à certains sujets, les employeurs partent du principe qu'ils maîtrisent les connaissances de base, alors que celles-ci sont peut-être très partielles."*

Ces dix dernières années, Workbase a conseillé plus d'une centaine d'entreprises. La plupart sont de grosses sociétés qui peuvent se permettre qu'une partie de leur personnel s'absente pour une formation.

Pour les entreprises qui font l'effort de former leur personnel, les avantages sont nombreux : fidélisation des salariés, gains de productivité et renforcement du travail en équipe. *"On observe aussi une diminution du gaspillage ainsi qu'une baisse du nombre d'accidents et d'erreurs. Et il est moins nécessaire de superviser le personnel. De plus, les compétences acquises durant le stage sont transposables à la maison. Les gens apprennent à se servir d'un ordinateur et peuvent davantage aider leurs enfants. Cela peut vraiment les transformer."*

## En France

Il y a 3,1 millions de personnes scolarisées en France qui "ne maîtrisent pas la lecture, l'écriture, le calcul, les compétences de base pour être autonomes dans des situations simples de la vie quotidienne", selon l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme, qui se fonde sur une enquête menée par l'Insee en 2004-2005. Ce chiffre représente 9 % de la population âgée de 18 à 65 ans vivant en métropole et ayant été scolarisée en France. Autre constat surprenant : 8 % des personnes ayant un emploi sont en situation d'illettrisme. A l'insu, généralement, de leur employeur.

